Introduction

Émergences capitalistes

Alain Piveteau et Éric Rougier

À partir de 2013, la part des économies émergentes et en développement dans le PIB mondial dépassera celle des pays avancés. Cette grande bifurcation dans la répartition de la puissance économique mondiale offre une preuve de plus de ce que les pays émergents sont devenus des acteurs majeurs de la dynamique économique mondiale et des relations internationales. Après la crise économique de 1997, les émergents asiatiques avaient réussi, pour la plupart, à rapidement retrouver la croissance et la compétitivité, tout en réduisant significativement leur vulnérabilité aux chocs externes. Dix ans plus tard, la crise mondiale de 2008 provenant des vieux centres capitalistes n'a que marginalement affecté la tendance de croissance élevée de pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Elle aura même, probablement, renforcé significativement leur contribution à la croissance et au commerce mondial. Quant à la crise des dettes souveraines en Europe, elle amorce un statut inédit de ces pays dans les relations Nord-Sud, celui de financeur de l'économie mondiale et, à ce titre, d'acteur de plein droit de la régulation économique globale au sein du G20. Cette montée en puissance politique, significative depuis la décision des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), mi-2012, d'accroître leur contribution au Fonds monétaire international (FMI) afin de lutter contre les effets de la crise de la zone Euro sur l'économie mondiale, illustre un des enjeux les plus visibles de l'émergence : celui des contreparties politiques

et des recompositions de la gouvernance économique mondiale qui sont à venir.

Malgré la fragilité de certaines dynamiques d'émergence – les difficultés du plan de relance chinois quatre ans après le choc de 2008 en sont une illustration récente –, la contagion de l'émergence économique à des espaces tenus jusqu'alors à l'écart tels que l'Afrique sub-saharienne (Radelet, 2010), ou la réémergence de pays latino-américains tels que le Brésil (Théret et Bizberg dans cet ouvrage), renforce l'actualité de cet objet de recherche encore neuf qu'est l'« émergence ».

Le présent ouvrage part du constat suivant¹ : malgré une visibilité nouvelle et une médiatisation croissante des pays émergents, les dynamiques économiques et sociales qui fondent les changements en cours dans ces pays restent mal connues. Loin de la tentation d'un grand récit évolutionniste de séquences déterministes de développement économique, il s'agit ici de donner à voir la variété des changements socioéconomiques et des fabrications institutionnelles qui se situent à l'arrière-plan des performances mesurables et de la visibilité globale des pays émergents, et à en comprendre l'articulation.

Les contributions, regroupées en quatre parties, décrivent et analysent des faits d'émergence, hétérogènes et instables, relatifs à des économies ou groupes d'économies désignés par le vocable homogénéisant de « pays émergents ». Les économistes, socio-économistes, politistes et géographes qui livrent ici leurs réflexions sont des spécialistes de ces économies. Ils ne cherchent pas à systématiser leurs observations et leurs conclusions. À l'amont d'une telle ambition, ils proposent de mettre à jour la singularité et le caractère inédit du changement qui est en cours dans ces pays.

L'émergence économique n'est pas ici confondue avec le développement, un processus de long terme que l'on sait structurel, multifactoriel, cumulatif, doté d'une certaine irréversibilité et socialement désiré. Pour exprimer ce point avec plus de force, cet ouvrage ne cherche pas à discuter le caractère souhaitable ou non de l'émergence économique, ni à dire si les faits regroupés sous cette notion sont favorables ou non au développement. Un tel questionnement relève à notre sens d'une évaluation sociale plus que d'un travail de recherche. En revanche, à l'appui d'approches positives, d'études empiriques et de réflexions théoriques,

1. Les réflexions et cadres d'analyses présentés par la suite ont pour première origine les débats organisés à Bordeaux, dès novembre 2008, lors d'une conférence internationale sur l'émergence économique co-organisée par le GREThA-UMR CNRS 5113 de l'Université de Bordeaux IV et l'IRD. Ils se poursuivent depuis dans le cadre du réseau international ESOPE (Émergences socio-politiques et économiques <http://esope.gretha.u-bordeaux4.fr/>) et ont bénéficié du soutien de la région Aquitaine et du programme ASEMOD (2009-2013) qui ont, pour partie, financé l'élaboration du présent ouvrage.

chaque contribution s'assigne l'objectif de mieux comprendre et d'interpréter les évolutions qui caractérisent l'économie des pays émergents.

Le présent ouvrage pose donc l'hypothèse d'un changement, ou de changements, de type capitaliste, dans les *Suds* et en provenance des *Suds*. Cette hypothèse, il est utile de le souligner, rompt avec les analyses traditionnelles du développement économique des ex-pays du Tiers-Monde. Les émergences capitalistes dont il sera question sont le produit de constructions sociales et politiques endogènes. Elles ne se laissent enfermer ni dans une théorie actualisée du rattrapage, ni dans une théorie renouvelée de la domination Nord-Sud. Elles sont le résultat provisoire d'une contribution inédite et originale des pays du Sud à la dynamique mondiale du capitalisme. Les institutions constitutives de ces émergences capitalistes sont loin de correspondre à celles du capitalisme libéral de marché. Elles participent davantage d'une extension de la diversité des capitalismes, qui peut être aussi bien transitoire que durable.

L'actualité d'un questionnement sur l'émergence économique

Alors que les « pays émergents » suscitent toujours plus de commentaires et de travaux empiriques, l'émergence en tant que dynamique de transformation socioéconomique a encore été peu discutée par les sciences sociales du développement. Aucune théorie ni conceptualisation de l'émergence économique n'est à ce jour disponible. Dans leur majorité, les travaux empiriques continuent à mobiliser les catégories statiques d'économies pauvres, d'économies à revenu intermédiaire et d'économies matures ou industrialisées. Cette asymétrie d'usage tranche avec ce qui se passe en philosophie et dans d'autres champs de la réflexion scientifique. Chez les physiciens, par exemple, la notion d'émergence donne lieu à des travaux qui bousculent la compréhension de la matière et de ses lois. La doctrine réductionniste consistant à rendre compte de la grande variété des phénomènes naturels par un petit nombre d'unités élémentaires et de lois fondamentales se voit contestée par le projet « émergentiste ». Ce dernier fonde l'explication sur des principes d'organisation à différents niveaux et des comportements d'ensemble étudiés empiriquement, indépendamment des objets élémentaires et des lois qui en déterminent le comportement. La diversité des trajectoires d'émergence qui se donnent à voir depuis les années 1990 peut-elle être mieux comprise en adoptant un

cadre d'analyse non déterministe qui accorderait plus de place aux bifurcations, au hasard ou à la non-ergodicité² ?

Plus qu'à une rupture d'avec les canons théorique de l'analyse du développement économique, la compréhension des trajectoires d'émergence invite le chercheur à un ajustement des approches qui lui sont familières. Le paradigme économique standard, selon lequel le marché assure seul la coordination efficace des individus et de leurs anticipations, est mis en cause par une observation des plus simples : les pays qui ont le plus bénéficié de la mondialisation sont ceux qui ont le moins respecté ses règles et ont mis en place des combinaisons originales d'éléments orthodoxes et d'hérésies locales, c'est-à-dire des variations locales d'expérimentations institutionnelles (Rodrik, 2003, 13).

Une analyse économique de l'émergence ne peut donc être réduite à la recherche des mécanismes économiques connus pour avoir porté le développement économique d'autres pays, dans d'autres contextes historiques. Saisir les configurations originales qui se mettent en place oblige à tenir compte d'interactions nouvelles entre les logiques sociopolitiques, économiques et technologiques, à considérer des effets de taille sans comparaison possible dans la longue histoire du développement économique, à comprendre des séquences de croissance nationale globalisées à même de modifier durablement le profil de cette globalisation. Dans ces conditions, c'est-à-dire appréhendée comme une construction sociale, économique et politique non déterministe et arrimée aux changements globaux, l'analyse de l'émergence peut probablement prétendre à une certaine autonomie dans le champ des sciences sociales du développement (Piveteau et Rougier, 2010).

Une telle analyse se fonde, bien au-delà du propos de cet ouvrage, sur trois composantes principales qui en font un programme de recherche à part entière. La spécificité de l'objet, première de ces composantes, se découvre dans ces processus de changement sociaux et institutionnels, endogènes et induits par la globalisation, qui transforment de façon inédite la dynamique économique et en modifient le résultat. La seconde composante, la problématique, participe des débats contemporains sur la convergence et le découplage, la montée des inégalités et la dynamique du capitalisme financier et technologique, sa régulation et la complémentarité des formes de capitalismes nationales ou régionales. Enfin, la mé-

2. Sans aller jusqu'à l'ambition de formaliser les systèmes complexes, vivants ou sociaux, comme c'est le cas des travaux menés par les chercheurs associés au Santa Fe Institute, les économistes ont intégré, depuis les années 1990, les dynamiques non linéaires et non déterministes dans les modélisations à équilibres multiples de la croissance (Drazen, 1996). Ils abordent également le changement historique comme résultant de « critical junctures », c'est-à-dire des bifurcations historiques, qui peuvent être des événements microscopiques, dont les conséquences sont persistantes (Acemoglu et Robinson, 2012).

thode reste probablement la composante la plus fragile et la plus ouverte. D'essence institutionnaliste, elle ne s'impose pas de cadre théorique mais a tendance à adopter, comme c'est le cas dans les contributions qui suivent, un certain empirisme méthodologique pour pouvoir épouser la typicité et la temporalité singulière de son objet. Simultanément, elle ne se satisfait pas d'un niveau d'analyse macroscopique mais cherche à combiner plusieurs niveaux d'appréhension et de compréhension de ce qui émerge comme le montreront les chapitres à venir.

Au cœur de l'agenda de recherche sur l'émergence économique, se trouve donc une série d'interrogations sur la nature de la croissance économique dans une économie globalisée mais polarisée, sur les contraintes dynamiques de compétitivité et leur relation à la stabilité sociale, sur la vulnérabilité aux crises, sur les déséquilibres internes associés aux inégalités sociales ou spatiales et, enfin, sur les formes d'ajustements institutionnels et politiques nécessaires à la pérennité des processus de changement en cours. Ces différents thèmes seront traités, les auteurs s'appuyant le plus souvent sur des analyses-pays, parfois comparatives, et adoptant différentes échelles d'analyse (Chine, Inde, Brésil, Russie, Mexique, Maurice, Argentine, Vietnam, Turquie). Quel que soit le point de vue retenu, il est important de souligner que le rôle de l'État, dont la forme et la construction sont intimement liées à l'histoire sociopolitique de chaque pays, est toujours mis en avant. Ce résultat transversal confirme l'idée désormais courante que le développement économique se fonde sur des politiques et des institutions tout autant que sur des marchés. Nous y ajouterons, au regard des études qui se multiplient sur l'émergence³, que l'efficacité de la combinaison de ces trois éléments (institutions, politiques et marchés) ne dépend d'aucun modèle préétabli.

Traiter de l'émergence nécessite également de prendre le temps de revenir sur ce qui la précède et la fonde ou l'a fondée un temps. Avant de s'interroger sur les particularités des formes capitalistes qui émergent dans les *Suds*, il convient en effet de garder à l'idée que l'émergence a d'abord été une catégorie de classement. La désignation « d'économies émergentes » est récente. Elle est originellement associée à de nouvelles opportunités de marchés, notamment financiers. Progressivement, le repère factuel le plus courant de l'émergence s'est déplacé vers la puissance macroéconomique dans un contexte d'intégration croissante à l'économie globalisée. La première partie de l'ouvrage passe donc en revue cette dimension classique de l'émergence en la confrontant aux différentes situations de crises qu'ont traversées et que traversent ces pays. Dans la seconde partie, les contributeurs abordent la question des tensions produites par l'émergence en mettant en lumière, à une échelle parfois mi-

3. Entre autres publications récentes P. Jaffrelot (2008) ; A. Piveteau et E. Rougier (2010) ; B. Hammouda et *alii* (2012) ; F. Bafoil (2012).

rosociologique, les formes originales d'ajustements qui se déploient. La troisième partie traite des discontinuités territoriales, caractéristiques des grands émergents, et des régulations qu'elles impliquent. Enfin, les trois dernières contributions s'intéressent aux fondements institutionnels de l'émergence en proposant une économie politique de ce qui émerge, y compris dans le champ des relations internationales.

Performances et crises

L'émergence désigne tout d'abord des trajectoires variées de changements économiques et sociaux qui sont étroitement articulées à la globalisation et liées à l'idée de performance économique. Les capitalismes qui émergent aux *Suds* se caractérisent par leur croissance rapide et soutenue, leur compétitivité et une certaine forme de reconquête technologique, souvent sectorielle (Rodrik, 2012). Philippe Hugon, Dalila Nicet-Chenaf et Éric Rougier abordent cette dimension par une analyse des capacités de résilience des pays émergents aux crises régionales ou globales. Parler d'économies émergentes revient bien souvent à ranger dans une même catégorie commode des économies de taille différente, plus ou moins extraverties, menant des politiques sociales assez différenciées et présentant des profils de vulnérabilité hétérogènes. Les trois auteurs questionnent l'émergence sous l'angle de sa vulnérabilité aux crises externes et du degré d'autonomie des politiques économiques. Certains pays comme la Chine, pourtant toujours classés parmi les Pays en développement (PED) obtiennent ainsi un statut de « puissance macroéconomique ».

L'impact différencié de la contrainte externe suivant les pays, selon leur taille et la compétitivité des firmes, n'est pas la seule raison à la présence de trajectoires d'émergence ouvertes et variées. En effet, la formation en cours de capitalismes aux *Suds* continue de dépendre de la transformation interne des rapports sociaux, laquelle reste profondément liée à la stratégie de compétitivité du pays et à l'organisation du champ politique. Loin de converger vers un modèle unique de compétitivité basé sur les bas coûts salariaux ou sur la sous-évaluation du taux de change, les stratégies mises en œuvre se fondent en fait sur plusieurs types d'avantages comparatifs qu'il convient de mieux comprendre pour qualifier la diversité des situations d'émergence compétitive.

Se concentrant sur les performances d'exportation, Julien Vercueil interroge les prêts-à-penser des stratégies de performance et de compétitivité. Il met en évidence la présence de trois groupes d'avantages concurrentiels dans les séquences d'émergence des BRIC qui mènent à une variété

de modes d'ouverture et d'insertion internationale. Sous un angle complémentaire, Jean-Raphaël Chaponnière et Jean-Pierre Cling s'attachent à comprendre les performances commerciales du Vietnam à l'appui d'une comparaison avec d'autres expériences asiatiques, en particulier avec la Chine. Le Vietnam a développé une première phase de compétitivité à partir d'avantages comparatifs salariaux tout en accompagnant la dynamique d'ouverture de politiques économiques très actives visant la protection des industries nationales et permettant d'adoucir les effets négatifs de l'intégration internationale. Comme beaucoup de « petites » économies émergentes, l'avenir du « modèle économique » vietnamien tient alors à la capacité du pays à maîtriser les prochaines spécialisations sectorielles, autrement dit à maintenir des politiques économiques proactives tenant compte de l'évolution probable des déterminants de cette compétitivité.

Le rôle primordial des politiques économiques dans les processus d'émergence se manifeste également en Inde avec la construction d'une compétitivité technologique ambitieuse. En comparant, pour l'industrie pharmaceutique, les stratégies nationales du Brésil et de l'Inde, Lia Hasclever et Julia Paranhos révèlent le rôle décisif des choix stratégiques opérés par les deux États fédéraux. L'Inde, comme le Brésil, ont dû conformer leur politique macroéconomique aux règles de la libéralisation. Mais contrairement au Brésil des années 1990, l'Inde a su organiser et protéger ce secteur de haute technologie en mettant en œuvre une politique industrielle et technologique active. Celle-ci, en renforçant le pouvoir de négociation des entreprises nationales face aux multinationales, a fini par jouer en faveur de l'attractivité du site indien. Selon les auteurs, des politiques fédérales différenciées expliquent la présence de deux trajectoires sectorielles distinctes dans un même environnement concurrentiel. Au-delà de la régulation macroéconomique, l'action des pouvoirs publics contribue donc également à façonner la compétitivité des capitalismes émergents. Après deux décennies de suspicion sous la domination du Consensus de Washington, la sélection sectorielle et le soutien volontariste de l'industrie sélectionnée par les acteurs publics et privés, observés en Inde et en Chine, contribuent à remettre à l'agenda des décideurs deux fondamentaux de l'économie du développement : la croissance déséquilibrée et la politique industrielle (Rougier et Piveteau, 2012).

Les objectifs de compétitivité et d'attractivité que se donnent ces capitalismes ouverts et en formation posent, en des termes renouvelés, la vieille question de la conquête de l'autonomie économique. Si l'on se place maintenant à l'échelle des entreprises, l'émergence d'une puissance macroéconomique et commerciale procède d'une série de recompositions organisationnelles et stratégiques significatives, sous la pression parfois des firmes multinationales. En délaissant la simple recherche d'une com-

pétitivité-coût pour tenter une remontée rapide dans les chaînes de valeur grâce, en particulier, aux joint-ventures et à l'acquisition de portefeuilles technologiques, les grands groupes indiens et chinois ont contribué très directement à l'émergence de ces deux puissances mondiales. Mais pour Joël Ruet, ce qui se joue dans ces récentes alliances productives est d'une toute autre importance, notamment parce que ces changements microéconomiques finissent par modeler, à un niveau plus agrégé, la nature du capitalisme en formation. Des « modèles globaux de production » se mettent actuellement en place en Inde et en Chine dans le cadre de relations inédites entre « firmes émergentes » et « firmes historiques ». Si chaque pays émergent aborde cette quête d'autonomie technologique et économique à partir de ses propres héritages historiques, l'approche comparative développée par Joël Ruet montre que la Chine et l'Inde partagent une ambition et un défi comparables : il s'agit essentiellement d'inventer une régulation interne de leur capitalisme émergent et extraverti. Bien que l'articulation au capitalisme mondial des deux pays soit différenciée, ils font face, à court et moyen terme, à la même contrainte croissante d'inclusion sociale et environnementale. Compte-tenu de la taille des deux pays et de leur potentiel d'évolution technologique, ces changements vont inévitablement précipiter une recomposition du capitalisme mondial. Selon Joël Ruet, si la dimension technologique explique partiellement les performances actuelles de grandes firmes émergentes, elle va devenir centrale dans l'évolution en marche des économies émergentes.

Pour Philippe Hugon, Dalila Nicet-Chenaf et Éric Rougier, l'invention d'un nouveau modèle de croissance plus inclusif, qui était encore un objectif lointain au milieu des années 2000, est devenu un impératif au lendemain de la crise de 2008. Les grands émergents, dans leurs arènes politiques respectives, se posent la question de la diversification des sources de leur croissance et de l'opportunité d'assoir les prochaines séquences de croissance sur un renforcement du marché domestique. Les stratégies de compétitivité et d'arrimage à la mondialisation qui, jusqu'à présent, ont soutenu l'émergence de grandes puissances exportatrices comme le Brésil ou la Chine pourraient donc subir des bifurcations notables dans les prochaines années. L'infléchissement de la stratégie de développement brésilienne vers une lutte affirmée contre la pauvreté *via* des programmes sociaux originaux, en est une parfaite illustration. Grâce à la diffusion globale des codes socioculturels associée aux échanges et à internet, les caractéristiques de classes moyennes et supérieures des économies émergentes sont d'ailleurs très proches de celles des pays développés. Tout ceci préfigure la possibilité de voir l'émergence économique dorénavant associée au développement plus systématique des marchés intérieurs et à une montée en gamme des produits exportés et importés. Autrement dit,

l'émergence recèle la promesse d'un bouleversement plus grand encore des équilibres concurrentiels et environnementaux mondiaux.

Tensions et ajustements

Bien entendu, les performances commerciales ne suffisent pas à qualifier la réalité de l'émergence économique. Des complexes multifactoriels, à la fois économiques, technologiques, sociaux et politiques, fondent les succès observés. Difficiles à sérier, ils sont en conséquence tout aussi difficiles à reproduire tant ils dépendent de constructions de long terme, endogènes et fragiles. L'île Maurice fournit l'exemple d'une petite économie africaine insulaire et éloignée des marchés développés qui a pourtant réussi à amorcer une émergence économique et commerciale. Pour Kirsten Koop, le succès de l'île Maurice repose sur la concomitance de conditions externes qui ont été très favorables et d'un compromis interne et historique de répartition entre l'État, les entrepreneurs et les syndicats à propos des responsabilités et des bénéfices de la croissance économique. À la suite des grandes grèves des années 1970, ce compromis a permis de fonder de nouvelles institutions de négociation propices à la réduction significative de la pauvreté. Cette configuration proprement mauricienne est donc difficilement réductible à la mécanique d'une zone franche, souvent mise en avant pour expliquer cette émergence africaine. L'auteur identifie toutefois une série de problèmes qui pourraient conduire au blocage de l'émergence mauricienne et qui, selon lui, appellent les acteurs locaux à établir un nouveau compromis territorial qui permettrait à l'économie de se différencier plus rapidement et de renouer avec le succès passé.

L'émergence économique reste ainsi fortement liée aux contextes nationaux, au particularisme des configurations institutionnelles et des relations entre l'État et le marché (Piveteau et Rougier, 2008). Jean-Claude Vérez identifie, pour la Turquie, des lignes de fractures qui complexifient considérablement la tâche de l'observateur. Au plan macroéconomique, des poches de rattrapage technologique et économique convergent rapidement vers des niveaux de développement comparables à ceux de l'Europe du sud, alors que de grandes parties de la population et du territoire en sont exclues. L'émergence se présente donc très souvent comme un phénomène partiel, spatialement circonscrit et inégalitaire. Ces inégalités nourrissent la compétitivité et la croissance, mais peuvent bien vite se transformer en facteur de blocage, les économies émergeant alors dans

un piège de revenu intermédiaire⁴. Si la poursuite de l'émergence turque dépend de la capacité du pays à soutenir la compétitivité des secteurs porteurs, elle implique donc que des réponses politiques adaptées soient données au problème du chômage et, plus singulièrement, de l'économie informelle.

Les structures paradoxales de l'émergence apparaissent avec d'autant plus d'acuité qu'elles sont appréhendées à des niveaux d'analyses plus désagrégés. C'est ce que montrent les contributions de Carlos Alba Vega puis de Laurence Bensahel et Tamara Stievens. Les changements rapides et parfois brutaux qu'ont à subir les populations des pays émergents conduisent à des ajustements microéconomiques et des formes d'adaptation qui, à leur tour, rétroagissent sur les processus d'accumulation. Ces ajustements font partie intégrante de la transformation des rapports sociaux et économique en cours dans les capitalismes émergents, en même temps qu'ils sont produits et contraints par ces transformations agrégées. Qu'il s'agisse des caractéristiques de l'informalité mexicaine au XXI^{ème} siècle ou de la réactivation en Russie de formes « anti-modernes » de réseaux sociaux, ces formes d'ajustement microéconomique ne relèvent d'aucun mimétisme avec les capitalismes des pays mûrs, sans pour autant se conformer à de simples organisations ou institutions pré-capitalistes. Carlos Alba Vega, dans cette perspective, examine l'essor politique et économique des micro-entreprises à Mexico, symptomatique de l'informalisation des emplois urbains et de la tertiarisation des activités économiques qui accompagnent la transformation des économies latino-américaines dans les années 1990. Les activités informelles de rue à Mexico sont directement portées par les « déterminants » plus généraux associés aux transformations de l'économie mexicaine : stratégie exportatrice, ouverture, dualisme, économie de trafic et recherche de flexibilité. Carlos Alba Vega souligne de surcroît que le compromis sociopolitique qui permet le développement de ces activités informelles fait partie intégrante du mode de régulation de l'économie mexicaine. Laurence Bensahel et Tamara Stievens testent l'hypothèse qu'existent des contradictions fortes qui empêchent l'accumulation du capital humain dans la Russie post-socialiste. Malgré la valeur que la société russe accorde aux changements favorisant la modernisation sociale, les difficultés associées à la transition ont conduit au développement d'un portefeuille de réseaux sociaux articulant des ressources modernes, pré-modernes et *antimodernes*. La dynamique de modernisation de l'économie russe se trouve

4. L'incapacité d'opérer les transformations permettant de passer d'un niveau de revenu moyen à un niveau plus élevé a été qualifiée dans la littérature récente de « piège de revenu intermédiaire » (middle-income trap) (Kharas et Kohli, 2011). Bien que la notion ne soit pas bien stabilisée, elle est souvent utilisée pour décrire les inquiétudes relatives aux prévisions concernant le ralentissement de la future croissance chinoise.

ralentie, voire empêchée, par la reproduction des formes *antimodernes* d'investissement dans le capital social. Ces dernières finissent par être perçues, par les acteurs économiques confrontés aux injustices de la transition économique et politique, comme un substitut efficace à l'investissement dans le capital humain.

L'émergence économique traduit donc un processus de changement rapide et heurté dans toutes ses composantes sociales et économiques. Il n'est ni linéaire, ni harmonieux. Il peut même conduire l'économie dans un piège de revenu intermédiaire l'empêchant d'élever les revenus moyens vers les niveaux nécessaires pour sortir de la catégorie peu enviée des pays en développement. Les contradictions et les tensions dont sont issues les institutions et régulations qui soutiennent l'émergence – quelle que soit l'échelle d'observation – peuvent, paradoxalement, conduire à un blocage du développement économique, une fois atteint un niveau de revenu moyen.

Discontinuités territoriales

L'insertion internationale de grandes économies émergentes comme l'Inde, la Chine ou le Brésil se traduit par de flatteuses performances dont rendent compte les niveaux de lecture les plus agrégés. Pourtant, les bénéfices et les coûts de la croissance de globalisation sont répartis de façon très inégalitaire dans ces pays-continentaux. Les échelles d'analyse infranationales de l'émergence économique livrent un diagnostic bien différent des changements en cours. Elles révèlent, en effet, que la dynamique des inégalités est intimement liée à l'émergence économique et, qu'en raison de cette étroite dépendance, elle ne peut être réduite à un phénomène transitoire que les performances à venir corrigeraient mécaniquement.

Céline Bonnefond analyse les structures spatiales très inégalitaires de l'économie chinoise. La croissance des provinces côtières ne s'est pas diffusée vers les provinces intérieures à cause, essentiellement, de freins politico-institutionnels tels que le protectionnisme régional, les restrictions légales à la mobilité de la main-d'œuvre, les régimes de propriété des entreprises ou les politiques d'urbanisation. Les effets de la décentralisation sur la corruption des collectivités territoriales ont également limité l'éclosion d'entrepreneurs dynamiques dans l'hinterland chinois (Xu, 2011). Des inégalités régionales comparables peuvent être observées pour d'autres grands ensembles nationaux et fédéraux, comme le montrent Jair do Amaral Filho, Maria Christina Pereira de Melo et Yves-André Fauré dans le cas de l'État du Nordeste brésilien ou Loraine Kennedy, Kim

Robin et Diego Zamuner, pour quatre États indiens. Ces travaux montrent que l'accélération de la mondialisation productive génère des opportunités économiques pour des régions jusqu'alors reléguées aux marges de l'économie mondiale « intégrée ». Dans le même temps, ces opportunités, limitées et exigeantes, provoquent des tensions sociales et territoriales au sein même des ensembles nationaux. Les inégalités qui résultent de l'insertion internationale de quelques points de l'espace national ne sont pas l'apanage des seuls pays-continentaux. Elles sont également observées par Kirsten Koop dans le cas d'une petite économie ouverte comme l'île Maurice.

De ce qui précède, il apparaît que l'orientation et la stabilité de la trajectoire future des capitalismes émergents semblent dépendre de la combinaison entre deux ensembles de contraintes : le premier lié à l'intégration à l'économie globale ; le second, aux contradictions internes que celle-ci provoque ou amplifie. C'est précisément en ces termes que se pose la question du renouvellement d'un modèle de développement susceptible de favoriser l'arrimage des espaces infranationaux à la globalisation. À partir de l'analyse socio-économique d'une région périphérique au Brésil, Jair do Amaral Filho, Maria Christina Pereira de Melo et Yves-André Fauré rappellent que des changements importants affectent les modèles de politiques publiques orientées vers le développement local et régional. La logique de concurrence qui s'est diffusée dans ce pays jusqu'aux années 2000 a profité à la région du Nordeste sous la forme traditionnelle d'investissements extérieurs et de délocalisations dans une périphérie *low cost*. Cependant, ces gains économiques du processus de globalisation, souvent sous-estimés, n'ont ni permis de modifier la structure productive d'une région historiquement défavorisée, ni de la faire converger vers le revenu moyen national. Dans ces conditions, la répartition initialement inégalitaire des facteurs de production et de richesses tend à se reproduire, voire à s'aggraver, amenant les trois auteurs à la conclusion suivante : « [pour que] les processus de globalisation et d'émergence produisent des effets vertueux dans des régions infortunées, il n'est pas suffisant que celles-ci rallient les courants économiques nouveaux ».

L'émergence produit donc naturellement du déséquilibre. Plus que cela, elle se nourrit du déséquilibre qu'elle crée. La performance élevée de certaines parties du territoire national ou de certains segments du système productif national nécessite que d'autres parties de l'économie soient capables de fournir les ressources en flexibilité et à coût modéré, nécessaires à l'expansion sectorisée (Giraud, Huchet et Ruet, 2008 ; Ray, 2011 ; Rougier et Piveteau, 2012). La soutenabilité de ces polarisations spatiales et sectorielles est mise en cause par la nécessité d'une meilleure répartition des coûts et des bénéfices entre individus, groupes sociaux et espaces territoriaux qui émergent à des niveaux intermédiaires de revenu

par tête. Toutefois, les modalités d'un processus allant de l'émergence vers un mode de développement soutenu – sans présupposer son caractère inéluctable – sont forcément différentes d'un pays à l'autre et conditionnées par les constructions sociopolitiques propres à chaque nation émergente. Ainsi, Loraine Kennedy, Kim Robin et Diego Zamuner expliquent la variété des réformes économiques et des dynamiques de croissance qu'ils observent dans quatre États indiens par une économie politique propre à chacun d'eux. Les auteurs soulignent à ce titre combien l'idée d'émergence économique nationale se trouve fragilisée par la divergence importante de performance et de vision politique entre les États indiens.

L'émergence économique a donc directement à voir avec la question politique. Les transformations économiques en jeu bousculent les intérêts et les équilibres précédemment établis. Pour comprendre ces trajectoires de changement, il convient de rendre compte des consensus ou compromis nationaux qui les ont rendues possibles et sont susceptibles de les pérenniser. Les études-pays rassemblées par D. Rodrik (2003) montrent ainsi que la construction d'un consensus sociopolitique de croissance est une caractéristique commune aux économies qui ont émergé, qu'elles soient situées en Asie (Corée du sud, Chine) ou en Afrique (Maurice, Botswana). Mais les modalités de cette construction sont très différentes selon la taille et l'histoire du pays.

Vers une économie politique de l'émergence

Si la croissance de globalisation paraît être le socle commun de l'émergence, elle est loin d'aboutir dans les faits à un modèle économique-politique unique et normé. Les chapitres rassemblés dans le présent ouvrage confirment cette hypothèse. Bien que les politiques fiscales, les institutions et les régulations nationales des économies émergentes s'orientent depuis une quinzaine d'années vers l'attractivité du territoire et la maximisation des exportations, les formes et les modalités d'adaptation de ces pays à la mondialisation diffèrent en profondeur. En fait, les « expérimentations » nationales se multiplient, loin parfois des recommandations des prescripteurs habituels du développement comme le FMI ou la Banque mondiale (Rodrik, 2003, Boyer, 2008 ; Piveteau et Rougier, 2010).

Les grands pays émergents parviennent semble-t-il à maintenir la souveraineté de leurs préférences politiques, qu'elles soient fixées démocratiquement ou non, sans avoir besoin ni de limiter leur exposition à l'économie mondiale ni de se conformer aux normes de bonnes politiques

qui la structurent (Rougier et Piveteau, 2012). C'est une exception notable à l'idée selon laquelle, dans un contexte d'intensification de la circulation des capitaux et des biens globalisant le périmètre de l'économique, la souveraineté économique des différents capitalismes devrait se trouver nécessairement restreinte par la volonté de maintenir le périmètre politique de l'État-Nation (Rodrik, 2005, Rudra, 2008). Comprendre cette apparente « liberté » des capitalismes émergents exige de concilier les approches macroéconomiques et institutionnelles.

Dans cette intention, comme l'expliquent Philippe Hugon, Dalila Nicet-Chenaf et Éric Rougier, il convient de souligner, dans un premier temps, que l'importance des réserves de change confère de notables marges de manœuvre à des économies qui ont cherché à renforcer leur indépendance par rapport aux marchés financiers au sortir de la crise asiatique de 1997. S'ouvre ainsi un éventail de choix en termes de stratégie de croissance beaucoup plus large que celui qui caractérise la majorité des économies en développement et, pourrait-on dire, certaines économies développées comme la Grèce, l'Espagne ou même la France aujourd'hui. Simultanément, si l'émergence « politique » des BRIC modifie les relations Nord-Sud, Philippe Hugon, dans le dernier chapitre du présent ouvrage, défend l'idée qu'elle transforme encore plus profondément les relations Sud-Sud. Cette montée en puissance confirme l'autonomie croissante des pays émergents et leur capacité à expérimenter des modèles différents de régulation économique interne et externe. En revanche, elle pose avec une acuité toute particulière la question de la place d'une Afrique – et de ses ressources naturelles – à mi-chemin de l'Amérique latine et de l'Asie, dans une économie politique internationale des *Suds* en pleine restructuration.

Des analyses fines des mécanismes institutionnels et politiques en action dévoilent la capacité des pays émergents à se conformer ou à s'affranchir des « modèles » de régulation sur-mesure. À partir d'une étude comparative du Brésil, du Mexique et de l'Argentine, Ilan Bizberg et Bruno Théret défendent l'hypothèse selon laquelle bien que l'État reste un acteur central du développement économique et des capitalismes émergents, l'autonomie et l'efficacité de son action ne sont pas garanties. Elles dépendent *in fine* de l'influence historique des différentes coalitions sociopolitiques sur les stratégies de croissance. Dans ce cadre d'hypothèses, les deux auteurs analysent les facteurs des évolutions propres à chacune des trois économies en mobilisant, notamment, une approche institutionnaliste historique et comparative qui donne toute sa place aux idiosyncrasies d'ordre sociopolitique. Le chapitre que Kirsten Koop consacre à L'Ile Maurice offre, à ce titre, une autre illustration de la force qu'exercent les constructions sociopolitiques internes sur les trajectoires d'émergence.

Dans la pratique, les caractéristiques institutionnelles et les solutions politiques qui sont mises en place dans les économies émergentes contrastent avec l'orthodoxie des stratégies promues dans les années 1990. Ilan Bizberg et Bruno Théret le soulignent : les trajectoires observées dans les économies émergentes sont peu présentes dans les prédictions de la « nouvelle économie du développement ». Plus encore, l'émergence du Brésil contraste avec les configurations typiques d'un capitalisme périphérique mexicain ou argentin. La rupture, pour les deux auteurs, assimilable à une évolution de l'économie brésilienne vers une forme inachevée de capitalisme central, provient de ce que le système sociopolitique a su conserver, plus qu'ailleurs en Amérique Latine, « les acquis de son industrialisation passée » et les instruments d'intervention de l'État.

Joël Ruet développe un argument similaire à propos de l'Inde et de la Chine où les conditions sociopolitiques présidant à la formation de l'État et à la structuration de ses relations avec la société, devraient finir par conduire au déploiement de formes politiques et institutionnelles inédites tournées vers une croissance économique de plus en plus inclusive. Le développement simultané d'un système politique représentatif, d'une société civile organisée et d'un État fort est à l'origine de stratégies de développement économique plus inclusives, intégrant des franges nouvelles de la population. Dès lors, même si les choix divergent pour ce qui concerne les moyens institutionnels et politiques, donnant lieu à des configurations différenciées, l'objectif de soutien à une croissance de long terme pourrait conduire les pays émergents vers des transformations comparables à celles observées au Brésil. Cette perspective d'un déploiement d'une variété de capitalismes centraux aux *Suds* ne sera confirmée, ou pas, qu'à l'appui d'une multiplication de travaux d'économie politique comparée des émergences aux *Suds*⁵.

À titre encore provisoire, le lecteur devrait pouvoir conclure avec nous que l'émergence économique ne peut être assimilée à une simple contrepartie mécanique de l'extension mondiale des « marchés » amorcée depuis la fin des années 1980. En effet, les économies émergentes, notamment les BRIC, recèlent en leur sein des forces et des faiblesses qui rendent leur croissance future moins dépendante de la poursuite de la globalisation. Les émergences étudiées ne sont pas non plus la reproduction contemporaine, dans un contexte technologique et international accélérateur, des expériences passées d'industrialisation capitaliste. Les transformations en cours dans les économies émergentes ne se fondent pas sur les schémas de croissance observés au XIX^{ème} dans les pays de l'économie transatlantique. L'agriculture est pléthorique et sous-productive en Inde et en Chine, les technologies sont importées et non endogènes, et les salaires

5. Voir notamment la caractérisation de la diversité des capitalismes émergents que proposent F. Combarnous et E. Rougier (2013).

pourraient augmenter plus rapidement dans le secteur moderne, tout en laissant les activités informelles jouer un rôle amortisseur. Toutes ces caractéristiques définissent une situation originale et inédite par rapport aux premières expériences d'industrialisation. Enfin, après l'euphorie du début des années 1990 de la transition vers l'économie de marché des ex-pays socialistes, l'émergence ne correspond pas plus à une vague nouvelle de convergence vers un modèle « normé » d'économie libérale de marché. Les types de capitalisme en cours de formation dans les pays émergents se révèlent être très fortement différenciés, et ni les « modèles » occidentaux, ni les « modèles » extrême-orientaux ne semblent inspirer les transitions capitalistes en cours.

Les analyses proposées dans cet ouvrage ont en commun de mettre en avant deux éléments structurants de l'émergence économique aux *Suds*. Des modèles originaux – et probablement transitoires – de capitalisme apparaissent dans les *Suds*. Cette émergence résulte de la confrontation entre des forces structurelles internes traditionnelles aux économies en développement (agriculture dominante, États aux capacités parfois limitées, économies politiques pouvant inhiber le développement, et des pressions et opportunités externes inédites portées par la globalisation et le changement technologique rapide). Manifestement, la globalisation ne détermine ni la forme, ni l'orientation des capitalismes naissants. L'innovation sociale et économique, du ressort des États-nations au sein desquels se nouent l'essentiel des rapports de pouvoirs, continue de forger les systèmes économiques qui émergent. En conséquence, il n'y a pas de modèle homogène de capitalisme émergent et les processus institutionnels en cours de formation dans les économies émergentes sont très peu prévisibles, car ils restent fortement conditionnés par les évolutions sociopolitiques propres à chaque pays. Ces tendances sont partiellement réversibles, mais chaque pas fait dans la direction de l'émergence économique permet à une économie qui sort de la pauvreté de masse de renforcer sa capacité à soutenir son développement économique dans le long terme, et à ré-émerger en cas de blocage, lorsque les conditions internes et externes redeviennent plus favorables.

Bibliographie

- Acemoglu D. and Robinson J. (2012), *Why Nations Fail: The Origins of Prosperity, Power and Poverty*, Crown Business.
- Azariadis C. (1996), « The Economics of Poverty Trap: Complete Markets », *Journal of economic growth*, 1(1), p. 449-486.

- Bafoil F. (2012), *Capitalismes émergents. Économies politiques comparées, Europe de l'Est et Asie du Sud-Est*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Boyer R. (2008), « Les formes du capitalisme en pays émergents », in C. Jaffrelot (Dir.), *L'enjeu mondial : les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po- L'Express, p. 55-66.
- Combarrous F. et Rougier E. (2013), *Varieties of Emerging Capitalisms*, à paraître.
- Giraud P.-N., Huchet J.-F. et Ruet J. (2008), « Globalisation et inégalités dans les pays émergents : les cas de l'Inde et de la Chine », in Jaffrelot C. (éd.), *L'enjeu mondial, les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po-L'Express, p. 351-366.
- Hammouda B., Ben Soltane K.B. et Oulmane N. (coord.) (2012), « Bas-culement du monde, émergence de nouveaux acteurs dans l'économie mondiale », *Mondes en développement*, Numéro spéciale, Vol. 40, n°158.
- Jaffrelot P. (2008), *Les pays émergents : L'enjeu mondial*, Paris, Presses de Sciences Po-L'Express.
- Kharas H. and Kohli H. (2011), « What is the Middle Income Trap, Why do Countries Fall into it, and How Can it be Avoided? », *Global Journal of Emerging Market Economies*, 3(3), p. 281-289.
- Piveteau A. et Rougier E. (2010), « L'émergence, l'économie du développement interpellée », *La Revue de la Régulation*, N°7, 1^{er} semestre 2010.
- Radelet S. (2010), *Emerging Africa: How 17 Countries are Leading the Way*, Washington, D.C., Global Development Center.
- Ray D. (2010), « Uneven Growth: A framework for Research in Development Economics », *Journal of Economic Perspectives*, 24(3), p. 45-60.
- Rodrik D. (2003), *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*, Princeton University Press.
- Rodrik D. (2005), « Feasible Globalizations », in M. Weinstein, ed., *Globalization: What's New?*, Columbia University Press, New York.
- Rodrik D. (2012), *Unconditional Convergence in Manufacturing*, mimeo.
- Rougier E. et Piveteau A. (2012), « Comprendre l'émergence économique : convergence sectorielle, autonomie compétitive et changement institutionnel », *Mondes en développement* 2/2012 (n°158), p. 71-86.
- Rudra N. (2008), *Globalization and the Race to the Bottom in Developing Countries: Who Really Gets Hurt?*, Cambridge University Press.
- Xu C. (2011), « The fundamental institutions of China's reforms and development », *Journal of Economic Literature*, 49(4), p. 1076-1151.

Piveteau Alain, Rougier E. (2013)

Introduction : émergences capitalistes

In : Piveteau Alain (dir.), Rougier E. (dir.), Nicet-Chenaf
D. (dir.). *Emergences capitalistes aux Suds*

Paris : Karthala, p. 7-23. (Hommes et Sociétés)

ISBN 978-2-8111-0842-7